



Comptes-rendus d'ouvrages

COMPTE-RENDU D'OUVRAGE

GUILHOT Nicolas, 2005, *The Democracy Makers : Human Rights and the Politics of Global Order*

GUILHOT Nicolas, 2005, *The Democracy Makers : Human Rights and the Politics of Global Order*, New York : Columbia University Press.

Alessandro Monsutti

URL:

<https://www.ethnographiques.org/GUILHOT-Nicolas-2005-The-Democracy-Makers-Human-Rights-and-the-Politics-of>

ISSN : 1961-9162



Dans cet ouvrage, issu de sa thèse de doctorat, Nicolas Guilhot reconstitue de façon magistrale la généalogie intellectuelle et l'insertion institutionnelle des acteurs qui promeuvent la démocratie et les droits de l'homme. Centrées sur les Etats-Unis, les analyses de l'auteur démystifient le tournant moral qu'auraient connu les relations internationales depuis la fin de la guerre froide. L'auteur part du constant que la démocratie et les droits de l'homme sont devenus dans les années 1990 les principes qui organisent un nouvel ordre mondial et auxquels les Etats doivent se conformer pour établir leur légitimité. Cela s'est accompagné d'une professionnalisation des militants. Exporter la démocratie est désormais une activité profitable prise en charge par une myriade d'experts en tous genres qui ont développé des réseaux transnationaux et circulent entre les organisations non gouvernementales et les institutions nationales ou internationales.

Le chapitre 1 retrace les origines de l'exportation de la démocratie en reconstituant la longue évolution politique de nombreux intellectuels et militants de la gauche anti-stalinienne qui ont fini par se rapprocher du mouvement néo-conservateur dans les années 1980 sans abandonner l'idéal d'une révolution internationale permanente. Mais cet idéal s'est progressivement transformé en perdant sa dimension subversive et émancipatoire pour devenir un outil hégémonique : les droits de l'homme et la démocratie ne sont désormais plus des outils dont les individus disposent pour critiquer le pouvoir, mais sont devenus le cœur de la rhétorique du pouvoir lui-même.

Le chapitre 2 porte sur le processus de professionnalisation des militants et leurs liens avec la politique étrangère américaine. Jimmy Carter avait placé les droits de l'homme au centre de sa politique étrangère. Ils étaient entendus alors comme un ensemble de normes exprimé par les conventions et les traités internationaux. Cette approche a été attaquée par les néo-conservateurs qui lui reprochaient de limiter le pouvoir américain. Sous la présidence de Reagan, ils s'efforcèrent de déplacer la problématique des droits de l'homme vers les institutions nationales et les structures sociales : « human rights were primarily based upon a set of values embedded in existing national political institutions and legal structures, of which the United States were at once the best historical example and model » (p. 75). Défendre les intérêts nationaux des pays démocratiques revenait dès lors à promouvoir les droits de l'homme à un niveau international.

Le chapitre 3 reconstitue l'essor des théories de la démocratisation dans les milieux académiques. Dans les années 1960, la théorie de la modernisation proposait un changement politique et social graduel pour contrebalancer l'influence idéologique de l'Union soviétique. La réaction que représentait la théorie de la dépendance a — selon Nicolas Guilhot — constitué l'un des terreaux à partir duquel la croisade internationale pour la démocratie s'est développée. Dans cette perspective, le chapitre 4 aborde le rôle joué par un groupe de spécialistes de l'Amérique latine. A l'instar de Fernando H. Cardoso, ces anciens dissidents ont développé

dans les années 1970 une théorie normative et non révolutionnaire du changement social en insistant sur les luttes de faction au sein des élites politiques. Ils se sont éloignés des explications structurelles qui les avaient occupés précédemment pour préférer des analyses en terme de choix rationnel et de théorie des jeux.

Le chapitre 5 analyse le rôle des « constructivistes sociaux » dans le développement d'un discours apparemment alternatif sur les droits de l'homme et la constitution de réseaux transnationaux d'activistes. Les campagnes de promotion de la démocratie à la fin du XXe siècle ne s'appuient pas sur la volonté de changer les relations sociales. Les acteurs non étatiques comme les réseaux transnationaux de militants des droits de l'homme sont considérés comme des agents de moralisation des relations internationales à travers la force de leurs idéaux. Mais, en opposition à une idée habituelle, Nicolas Guilhot affirme que « the international champions of the "power of ideas" — NGOs, transnational issue networks, activists, moral entrepreneurs — most often do not represent some kind of counter-power but are crucial element in the definition of today's hegemonic forms of power relations » (p. 168). Les ONG seraient la face souriante et moralement acceptable de la mondialisation. L'auteur critique ainsi sans détour toute la littérature qui reproduit l'idée d'acteurs désintéressés : « this scholarship has developed in a very anti-sociological way, in spite of its self-assigned label. The real, material, social genealogy of these global activisms is almost systematically absent from available studies, which do not ask which social contexts, which rewards and incentives generate the "interest in disinterestedness" [...] there is no interrogation on which local strategies are possibly served by these global struggles around universals » (p. 169).

Le chapitre 6 se concentre sur l'évolution de la Banque mondiale, des années 1960 où elle fonctionnait comme agence de développement, au triomphe du néolibéralisme et des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980, puis à l'essor de la notion de « bonne gouvernance », à l'incorporation des droits de l'homme et au rapprochement avec les ONG dans les années 1990. Cette évolution semble marquer une valorisation de la dimension sociale face à des considérations purement économiques. Toutefois, les politiques néolibérales comme les approches en terme de bonne gouvernance ont pour but de minimiser le rôle de l'Etat.

Dans une perspective inspirée par Bourdieu, Nicolas Guilhot analyse les conditions sociales et politiques qui ont vu l'émergence du désintéressement comme une forme d'intérêt. Il explore l'institutionnalisation de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, l'histoire de ces idées ainsi que la trajectoire des activistes. Il montre notamment comment les ONG ont acquis une position dominante dans les « réseaux globaux de pouvoir » et insiste sur les nouvelles complémentarités qu'elles ont développées avec les organisations internationales, en particulier la Banque mondiale mais aussi l'administration américaine.

Si de très nombreux passages sont remarquables — par exemple concernant la récupération de la notion de droits de l'homme et la promotion de la démocratie par l'administration américaine (p. 74-83) ou le constructivisme social qui considère que le poids des idées suffit à

expliquer les pratiques et l'émergence des « issue networks », les réseaux transnationaux de militantisme constitués par les ONG (p. 166-176) — le texte est parfois inégal. On peut regretter ainsi que la conclusion n'offre pas une synthèse plus ample et que des notions si présentes aujourd'hui telles que « société civile » ou « capital social » ne reçoivent qu'un traitement limité. L'argumentation est à quelques reprises difficile à suivre pour les lecteurs peu familiers des mouvements politiques américains. Certains développements historiques semblent ainsi un peu touffus, en particulier aux chapitres 3 et 4 (alors que l'index est malheureusement trop sommaire pour être réellement utile).

Ces remarques n'altèrent en rien l'impression finale : par la force des thèses, la minutie de la démonstration et sa dimension critique, l'ouvrage constitue une lecture obligatoire pour toutes les personnes qui s'interrogent sur l'exportation de la démocratie et des droits de l'homme. L'auteur décrit l'arrière-fond historique et social, intellectuel et institutionnel que toute recherche de terrain portant sur les programmes de renforcement de la société civile et de reconstruction post-conflit dans les pays du Sud doit prendre en considération. *The Democracy Makers*, un texte indispensable à plus d'un titre !